



- Rwanda -

Engaging Society, Making a difference

NOTE INFORMATIVE SUR LA

# SITUATION SÉCURITAIRE À L'EST DE LA RDC

NOTE N° 2

JUILLET 2022

RÉDIGÉE ET PUBLIÉE PAR NEVER AGAIN RWANDA



## INTRODUCTION

Cette note a pour but de sensibiliser tous les acteurs œuvrant dans la sous-région des Grands Lacs et leurs partenaires sur la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Cette dégradation intervient dans un contexte tendu avec des discours de haine et actes de xénophobie.

La dégradation de la situation à l'Est de la RDC cause des effets au-delà des limitations géographiques et peut raviver les tensions à caractère ethniques de la sous-région.

Il est impératif que tous les acteurs de cette crise s'impliquent dans la recherche d'une solution à long terme pour éviter un embrasement de la sous-région dont certains pays se dirigent vers les échéances électorales (RDC en 2023, Rwanda en 2024, Burundi en 2025 et Ouganda en 2026). Les périodes électorales étant des périodes de fortes tensions internes en elles-mêmes ainsi que la recherche de bouc-émissaire ou de cause nationaliste pour rallier les différents électors.

## FAITS CLÉS AYANT MARQUÉ LA PÉRIODE DE REPORTING.

1. Le 14 juin 2022, le Groupe d'experts sur la RDC a publié son rapport sur la situation dans l'Est de la RDC.
2. Le 20 juin 2022, les Chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est se sont réunis à Nairobi pour relancer le processus de Nairobi et ont convenu du déploiement d'une force régionale dans l'Est de la RDC.
3. Le 29 juin 2022, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a tenu une réunion sur la situation en RDC.
4. Le 30 juin 2022, dans son adresse à la nation pour la célébration des 62 ans de l'indépendance de la RDC, le Président Tshisekedi a nommé le Rwanda comme agresseur de la RDC sous couvert du M23.
5. Le 4 juillet 2022, le Haut représentant de l'UE Josep Borrell a condamné, dans une déclaration, les appels à la haine et a rappelé le soutien de l'UE à l'intégrité territoriale de la RDC.
6. Le 4 juillet 2022, lors d'une interview à la télévision nationale, le Président Paul Kagame a émis des réserves à la solution militaire de la crise à l'Est de la RDC. Il a nié l'implication du Rwanda auprès du M23.
7. Le 6 juillet 2022, dans le cadre de la CIRGL et avec la médiation du Président angolais Lourenco, président en exercice de la CIRGL, les Présidents du Rwanda et de la RDC se sont convenu d'une feuille de route pour une désescalade des tensions entre les deux pays.
8. Le 6 juillet 2022, dans une interview accordée au Financial Times, le Président Tshisekedi a brandi la menace d'une guerre totale et ouverte entre le Rwanda et la RDC car « la RDC n'est pas faible » a-t-il dit.
9. Le 8 Juillet 2022, dans une interview accordé à France 24, le Président Kagame s'est inscrit dans une logique de désescalade et n'a pas répondu aux menaces de « guerre » proférées par le Président Tshisekedi dans son interview au Financial Times. Il est revenu sur la présence des FDLR sur le sol congolais et l'inaction du gouvernement congolais et de la MONUSCO envers ce groupe déclaré terroriste par les Nations-Unies. A la question de savoir si le Rwanda avait des troupes sur le sol congolais, le Président Kagame n'y a pas répondu directement. Il a par contre réfuté les accusations de soutien au M23.
10. La réunion mixte RDC-Rwanda, planifiée pour le 12 juillet à Luanda a été reportée à une date ultérieure. Ce report est justifié par le deuil national décrété en Angola suite au décès de l'ancien Président angolais Eduardo Dos Santos.
11. Le M23, à travers son porte-parole Maj. Willy Ngoma, a indiqué qu'il ne reconnaît pas les accords de Luanda. Le M23 contrôle toujours par ailleurs la cité frontalière de Bunagana.

## MESSAGES DE HAINE, INCITATIONS À LA VIOLENCE, ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE ET À LA PROPRIÉTÉ

1. Suites aux différents appels aux calmes et à la non-stigmatisation d'un groupe (tutsis/rwandophone congolais) par les autorités tant politiques que religieuses congolaises (cf. note 1) il s'est observé une baisse des attaques verbales et physiques sur les personnes « tutsis » ou identifiées comme telles à Kinshasa, Goma et Bukavu.
2. Dans son discours du 30 Juin, le Président Tshisekedi est revenu sur les messages de haine et accès de xénophobie en appelant les Congolais à ne pas tomber dans ce piège. Il a rappelé que la diversité faisait la grandeur de la RDC.
3. Le Gouvernement congolais a également interdit les rassemblements non-autorisés des membres de partis politiques. Ces rassemblements spontanés et non encadrés dégénéraient en attaques contre toute personne identifiée comme « tutsi », « rwandophone » ou « rwandais ». Il était surtout fait mention des « parlements debout » de l'UDPS dont le fameux Kalubi était le président. (réf note 1)
4. Sur les réseaux sociaux néanmoins, la virulence d'attaques contre certaines personnes, des journalistes notamment reportant sur la situation, a continué. C'est le cas des journalistes Steve Wembi @steve\_wembi et Stanis Bujakera @StanysBujakera présentés à tort sur les réseaux sociaux comme « pro-Rwanda ». Ces journalistes ont reporté être victimes de menaces de mort à peine voilées.
5. M. Ludovic Kalengayi, @KalengayLudov1 membre de la Société Civile congolaise promouvant la paix entre la RDC et le Rwanda a été pris à parti dans un quartier de Kinshasa et traité de rwandais. Les attaquants ont crié « Boma rwandais » (tue le rwandais).
6. Le hashtag #RwandalsKilling n'est plus en vogue comme durant le mois de Juin. Ce hashtag, bien que visant le Rwanda comme un pays a été le moteur des attaques contre

tous ceux qui étaient identifiés comme « pro-rwanda », « rwandais » ou « rwandophone ».

7. La communauté banyamulenge reporte toujours des agressions envers ses membres dans les hauts plateaux du Sud-Kivu. Selon certaines sources via les réseaux sociaux, suite à cette stigmatisation des « tutsis » les banyamulenge sont accusés de connivence avec le M23 et pris à parti par les communautés voisines. Il faut rappeler qu'historiquement parlant, les banyamulenge sont une souche différente des Tutsis du Nord-Kivu majoritaire dans le M23. Les Tutsis du Nord-Kivu ont toujours été sur ces terres appartenant au Royaume du Rwanda ancien. Les banyamulenge descendent d'un groupe rebelle qui aurait fui la colère d'un roi rwandais vers le début du 19eme siècle et s'est installé sur les hauts plateaux inhabités du Sud-Kivu. Ils sont donc victimes collatérales de ce regain de tension.

## POSITIONS OFFICIELLES DES GOUVERNEMENTS CONGOLAIS ET RWANDAIS

Dans son discours du 30 juin 2022 en marge de la célébration des 62 ans de l'indépendance de la RDC, le Président F.A. Tshisekedi a nommé le Rwanda comme agresseur de la RDC à travers le M23. Le Président Tshisekedi a parlé d'une stratégie à deux fronts diplomatique et militaire menée par son pays, pour résoudre la crise à l'Est. Il a réitéré son adhésion au processus de Nairobi et particulièrement au déploiement de la force régionale sans la participation du Rwanda.

Dans son entretien accordé à la Télévision nationale le 4 juillet 2022, le Président Kagame, a quant à lui nié l'implication du Rwanda dans la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Il a remis en question l'efficacité d'une solution militaire telle que proposé à Nairobi. Pour le Président Kagame, c'est une solution politique qu'il faut trouver. Il a également rappelé la présence des FDLR toujours actifs à l'Est de la RDC et qui présentent une menace sécuritaire pour le Rwanda.

## LES POSITIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

### 1. Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies

Lors de sa réunion sur la RDC, Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023 l'embargo sur les armes imposé en République Démocratique du Congo.

Dans sa mise au point, Mme Bintu Keita, Représentante Spéciale du Secrétaire

Général et cheffe de la MONUSCO a concédé que le M23 se comportait de plus en plus comme une armée conventionnelle disposant d'une puissance de feu et équipements sophistiqués. Cet état de fait menace la capacité de la MONUSCO à protéger les populations civiles.

### 2. L'Union africaine

Dans un tweet publié le 7 juillet, M. Macky Sall, président en exercice de l'UA a salué les résultats positifs du dialogue tenu à Luanda entre les Présidents Kagame et Tshisekedi.

## BREVE ANALYSE COMPARATIVE DU PROCESSUS DE NAIROBI ET DE LA FEUILLE DE ROUTE DE LUANDA

Il est à noter que la feuille de route de Luanda se concentre sur le M23 et la lutte contre les FDLR alors que le Processus de Nairobi inclut tous les groupes armés opérant dans l'Est de la RDC.

	Initiative	Président	Recommandations	Défis
<b>Nairobi process</b>	EAC	S.E. Uhuru Kenyatta	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Déploiement d'une force régionale pour une zone sans armes de l'Ituri au Sud-Kivu</li> <li>– La poursuite de la mise en oeuvre des recommandations du processus de Nairobi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Risque de surmilitarisation d'une région déjà militarisée avec la présence de la MONUSCO, de l'armée Ougandaise et de l'armée burundaise combattant aux cotés des FARDC pour l'éradication des groupes armés</li> <li>– Le gouvernement congolais, en désignant le M23 comme groupe terroriste, l'a de facto exclu du processus de Nairobi et donc ne peut pas négocier avec ce dernier.</li> </ul>

<b>DRC-Rwanda Luanda Roadmap</b>	ICGLR	S.E. Joao Lourenço	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Retrait immédiat des positions occupées par le M23</li> <li>– Combattre FDLR et ses groupes satellites</li> <li>– Favoriser le retour des réfugiés</li> <li>– Relancer le Joint Intelligence Team RDC-Rwanda</li> <li>– Relancer la mise en oeuvre de la feuille de route du rapatriement des combattants ex-M23 aile Runiga</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le M23 ne reconnaît pas les conclusions du sommet de Luanda</li> <li>– Objectif à très long terme vu les défis logistiques et opérationnels des FARDC sur le champ de bataille.</li> <li>– Préalable de pacification de la région</li> <li>– Tensions diplomatiques encore vives entre la RDC et le Rwanda</li> <li>– Requiert la reprise du dialogue diplomatique entre la RDC et le Rwanda et la volonté de la RDC de mettre en application les accords signés en 2019.</li> </ul>
--	-------	-----------------------	--	---

## CONCLUSION

Nous encourageons:

1. le Rwanda et la République Démocratique du Congo à poursuivre les efforts de désescalade des tensions et de réactiver les canaux diplomatiques pour trouver une solution durable.
2. La Communauté internationale à poursuivre et appuyer les efforts de médiation et de suivi des accords de Nairobi et de Luanda.
3. Les Organisations de la Société Civile de la RDC à être des vecteurs de message de paix et de cohésion sociale.

